Discours de Hugh Gaitskell contre l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE (3 octobre 1962)

Légende: Le 3 octobre 1962, Hugh Gaitskell, chef du Parti travailliste britannique, prononce à la conférence annuelle du Labour un discours dans lequel il détaille les raisons qui le poussent à s'opposer à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Britain and the Common Market, Texts of speeches made at the 1962 Labour Party Conference by the Rt. Hon Hugh Gaitskell M.P. and the Rt. Hon. George Brown M.P. together with the policy statement accepted by Conference. London: Labour Party, 1962. 40 p. p. 3-23.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/discours_de_hugh_gaitskell_contre_l_adhesion_du_royaume_uni_a_la_cee_3_octobre_1962-fr-05f2996b-000b-4576-8b42-8069033a16f9.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Discours de Hugh Gaitskell (3 octobre 1962)

Je soumets au congrès du Parti travailliste le document intitulé *Le Parti travailliste et le Marché commun* en vous demandant votre approbation sans réserve. Cette requête se justifie non seulement parce que je pense que ce document sera bien accueilli par une grande majorité des délégués, mais aussi parce que sa logique irréfutable offre au parti la chance de prendre position sur cette question complexe.

Nous pouvons tous convenir de la grande importance de ce débat. Tout comme nous n'aurons aucun mal à admettre qu'il fait déjà chaud dans cette salle, et que la température augmentera au fil de la journée. Ne nous laissons donc pas échauffer. Dès maintenant, je plaide pour la tolérance, particulièrement entre ceux qui affichent les positions les plus tranchées dans cette controverse – ceux, qui d'un côté, voudraient voir la Grande-Bretagne entrer dans l'Europe quelles que soient les conditions, et ceux, qui de l'autre, s'opposent à cette adhésion à tout prix. Je leur suggère de faire preuve de retenue les uns vis-à-vis des autres, car ils ont de part et d'autre des alliés inattendus. Si un camp attaque l'autre pour lui reprocher ses alliances, ce dernier n'aura aucun mal à riposter!

Je demande aussi quelque chose d'autre. Nous devons rejeter certaines tentations en prenant notre décision sur cette question. Il ne s'agit certainement pas ici de se laisser convaincre, d'un côté, par l'image séduisante de sympathiques vieux Allemands buvant leur bière, ou de l'autre de se laisser dominer par une haine raciale ou nationale nourrie par les expériences du passé. Nous ne devons en aucun cas nous laisser influencer par le fait que, d'une part, nous aimons les petites Italiennes ou que, d'autre part, nous pensons avoir été escroqués dans les hôtels italiens. Cette décision ne doit pas non plus découler du fait que nous pensons que la cuisine française est la meilleure du monde, ou de la peur que, comme le craignait l'une de mes correspondantes, l'Europe ne nous empoisonne!

Voilà comment j'ai voulu commencer, car il ne me semble guère que dans la presse, la qualité des débats ait été d'un niveau réellement élevé.

Il s'agit d'une question cruciale, complexe et difficile, et quiconque pense autrement est un imbécile. Il n'est guère facile de s'y retrouver dans ses ramifications, ses effets sur notre pays, sur le Commonwealth et sur le reste du monde.

Je propose de commencer avec les effets qui nous concernent, particulièrement d'un point de vue économique.

Sommes-nous obligés d'adhérer à l'Europe? La réponse est non. Serions-nous nécessairement et inévitablement plus forts si nous devions la rejoindre, et plus faibles si nous restions en dehors? Là aussi, ma réponse est non. Rien ne prouve véritablement que ce soit le cas. Est-il juste de dire qu'en adhérant nous deviendrons plus prospères et qu'en raison de cette prospérité, le Commonwealth y trouvera son compte automatiquement, quelles que soient les conditions d'adhésion? Ma réponse encore une fois doit être un «non».

Je fonde ces réponses sur des sources sûres. Voici une description de ce que suppose l'adhésion à l'Union douanière en Europe au plan économique. «Si le Royaume-Uni devait rejoindre une telle union, ses tarifs douaniers seraient balayés au profit d'un tarif douanier commun. Cela voudrait dire que les biens entrant sur le marché britannique en provenance des pays du Commonwealth, y compris les colonies, seraient soumis à une taxe d'entrée équivalente à celle en vigueur pour tout autre pays n'appartenant pas à l'Union douanière, alors que les marchandises en provenance des États membres entreraient librement. Si l'on juge un tel arrangement à la seule lumière des avantages que le Royaume-Uni pourrait en tirer, un tel accord serait désastreux.» Tels furent les propos tenus par Harold Macmillan en novembre 1956. Il ne s'agit que de la première d'une

série de déclarations auxquelles on fera certainement référence au fil du temps.

Personnellement, je préfère me référer à une source plus fiable. Je citerai la conclusion de Sir Donald McDougall, le député directeur du *National Economic Development Council* (Conseil national du développement économique, NEDC), un homme qui a servi le gouvernement de coalition pendant la guerre, qui fut associé de près au Premier ministre de l'époque, un homme que certains d'entre nous connaissent personnellement, et qui a été récemment nommé par un gouvernement conservateur à ce poste crucial d'économiste en chef de notre plan de relance de l'économie. Voici ce qu'il écrivait récemment après avoir étudié de près la question. «Aucun argument ne permet de justifier irréfutablement l'adhésion de la Grande-Bretagne, à moins de penser que seule sa pleine exposition à la concurrence du continent la forcera à mettre de l'ordre dans ses affaires».

Pas accepté

Il se pourrait que le gouvernement britannique considère la chose comme le seul moyen pour la Grande-Bretagne de mettre de l'ordre dans ses affaires. Ce qui peut se concevoir sous la férule d'un gouvernement conservateur est pour nous tout à fait hors de question.

Je préfère aussi m'en tenir aux faits. L'entrée de la Grande-Bretagne dans une union douanière – telle que la Communauté économique européenne – est une arme à double tranchant. Nous verrons, certes, une disparition des barrières douanières entre les six États de la CEE et notre pays, mais d'autres s'élèveront, par ailleurs, entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth. Il sera plus facile pour nous de vendre sur les marchés des Six, parce que nos produits ne seront plus soumis à des tarifs douaniers. À combien s'élèvent-ils actuellement? De dix à quinze pour cent. Mais cela se fera à notre détriment dans le reste de l'Europe par rapport à la position que nous occupons aujourd'hui, parce que dans l'Association européenne de libre-échange (AELE), nous jouissons d'un avantage en matière de tarifs douaniers sur les Six, et nous le perdrons si nous rejoignons la CEE. Et comme il serait téméraire de prétendre que les avantages dont nous jouissons dans les pays du Commonwealth seront maintenus si nous les privons des facilités dont ils bénéficient aujourd'hui sur notre marché, là aussi nous serions perdants, et pour les mêmes raisons.

Que signifie tout cela? En 1961, 16,7 pour cent de nos exportations étaient destinées aux pays du Marché commun; 13,1 pour cent – donc un chiffre assez comparable – partaient vers le reste de l'Europe occidentale, c'est-à-dire les pays de l'AELE; 43 pour cent allaient vers le système de préférences du Commonwealth. Nous serions gagnants sur les marchés où nous vendons moins d'un cinquième de nos exportations et nous serions perdants sur ceux où nous en vendons environ la moitié. Cette remarque doit être légèrement nuancée à cause des barrières douanières. Mais quiconque a jeté un coup d'œil à ce problème ne peut supposer que ce changement présente le moindre avantage.

Comparaison des exportations

Ces dernières semaines, j'ai entendu des industriels et même des hommes politiques tenir des propos selon lesquels le Commonwealth serait désormais un marché sans importance pour nous. À écouter ces gens, on pourrait penser que les pays du Commonwealth n'acceptent aucune marchandise britannique, qu'ils nous imposent des tarifs douaniers et qu'ils font en sorte de nous empêcher de vendre chez eux. Permettez-moi donc de vous rappeler ce que représentent les ventes réalisées par certaines industries au Commonwealth en 1961 par rapport à d'autres marchés. Si l'on prend l'exemple des fibres, fils et tissus synthétiques – en d'autres termes, les textiles artificiels –, nos exportations vers le Commonwealth sont plus de sept fois supérieures à ce qu'elles sont vers le Marché commun. Nos exportations vers l'AELE, le reste de l'Europe occidentale, sont trois ou quatre fois plus importantes que vers le Marché commun. Nos

exportations de fer et d'acier vers le Commonwealth sont quatre fois supérieures à celles vers le Marché commun, et de même l'AELE prend une fois et demi ce que nous expédions vers les Six. Nos exportations de machines et d'appareils électriques sont presque quatre fois plus importantes en direction du Commonwealth que vers le Marché commun. Pour ce qui est des trains, nous en expédions dix-huit fois plus vers les pays du Commonwealth que vers le Marché commun et nous vendons quatre fois plus de véhicules automobiles et d'avions au Commonwealth qu'au Marché commun. Je pourrais poursuivre mon énumération. J'attire l'attention sur ces points pour insister sur les inepties parfois dangereuses qui sont véhiculées à ce propos. Il s'agit là d'un sujet que nous ferions bien d'essayer de comprendre vu son effet sur nos moyens d'existence.

Une fois de plus, à écouter ce que disent certains, on pourrait croire que le système de préférences du Commonwealth, en ce qui concerne nos industriels, a quasiment disparu. Pourtant, en Australie aujourd'hui, 85 pour cent des exportations britanniques se voient accorder un tarif préférentiel d'en moyenne dix pour cent. Au Canada, encore une fois, je pourrais aussi vous mentionner une foule de cas dans lesquels il existe, c'est vrai, une protection pour ce pays, mais où néanmoins, en comparaison avec les autres États ou groupes de nations dans le monde, les exportations vers le Commonwealth jouissent d'avantages substantiels. Tels sont les faits.

Il y a un autre fait dont nous ferions bien de nous rappeler. Il s'agit d'un élément essentiel de la politique agricole du Marché commun – et nous ne serons pas en mesure de nous y soustraire à moins que des changements significatifs ne soient apportés aux dispositions négociées jusqu'à présent – en vertu de laquelle nous sommes obligés d'importer des denrées alimentaires coûteuses en provenance du continent européen plutôt que les produits meilleur marché du Commonwealth. Il est impossible en outre de nier un seul instant – et M. Heath a eu le courage et l'honnêteté de l'admettre – que les prix des denrées alimentaires connaîtront chez nous à coup sûr une augmentation.

Bien sûr, il ne s'agit pas des seuls arguments à caractère économique. Il y a la question de la taille du marché. N'est-il pas formidable d'avoir un marché intérieur de 220 millions de personnes? Cela ne permettra-t-il pas à nos entreprises de croître et de réduire leurs coûts, et donc de devenir plus efficaces? Cet argument est séduisant, je ne le conteste pas, mais selon moi l'avantage présenté est considérablement exagéré. L'idée selon laquelle, si le monde était divisé de la sorte, l'on ne vendrait que sur un marché dépourvu de barrières douanières et jamais sur un autre marché est bien entendu inepte. Nous vendons dans le monde entier, pas rien qu'en Europe. Bien sûr, certaines de nos entreprises seraient bien plus performantes si leurs marchés étaient plus grands. Cette perspective séduisante, elles l'embrassent souvent en se regroupant avec d'autres firmes. Nous savons tous que c'est l'une des tendances les plus fortes vers le monopole. Et des monopoles, il y en aura beaucoup en Europe!

Efficacité

Peut-être vous demanderez-vous où règne la plus grande efficacité aujourd'hui, et votre réponse sera aux États-Unis. Ce pays a certainement une très forte productivité et, par conséquent, un très haut niveau de vie, mais il se heurte à des difficultés économiques. On ne se prémunit pas contre la stagnation, même si l'on dispose d'un grand marché. On ne se met pas à l'abri du chômage, pas plus qu'on ne se protège de l'incertitude.

Et s'il nous faut considérer le cas des entreprises, je ne pense pas que l'on puisse apprécier leurs performances en se référant simplement à la taille du pays auxquelles elles appartiennent. Certaines des entreprises les plus performantes du monde viennent de petits pays, la Suisse, la Hollande ou la Suède, dont aucun ne peut s'appuyer sur un grand marché domestique.

Vient ensuite l'argument présenté comme «le souffle d'air frais de la concurrence». Cet argument est pour le moins curieux. On nous enjoint de rejoindre le Marché commun parce que

cela entraînera une réduction des tarifs douaniers vis-à-vis de nos produits, qu'il sera plus facile pour nous de vendre sur ces marchés et que notre position par rapport à la concurrence s'en trouvera améliorée. Mais on dit aussi en même temps qu'«il sera bon pour nos entreprises d'avoir à travailler plus dur pour faire face à la concurrence sur notre marché, car elles ne jouiront plus de la protection dont elles bénéficient pour le moment.» On ne peut bénéficier des deux à la fois. Soit il est préférable pour l'industrie de faire face à une concurrence plus rude – ce qui sera certainement le cas sur notre marché, soit il est préférable pour elle de bénéficier de conditions plus faciles, ce que lui offrira le marché des Six. Mais les deux arguments sont incompatibles.

L'impact

Quel sera l'impact de l'adhésion au Marché commun sur la circulation des capitaux? Je sais que certaines personnes craignent que si nous n'adhérons pas au Marché commun, les industriels britanniques ne déménagent leurs infrastructures à l'étranger et n'investissent en Europe, ce qui nuira à notre pays. Ce ne sont pas là des choses faciles à décider, mais vous devez le savoir: pour le moment, pendant que nous nous trouvons hors du Marché commun, ce processus dépend du gouvernement. Ce ne sera plus le cas si nous l'intégrons.

L'accent mis sur l'«Europe dynamique» a joué un grand rôle dans cette controverse. Il s'agit d'une idée séduisante. Si en effet, l'on pouvait montrer que la fondation du Marché commun avait produit la remarquable expansion industrielle observée en Europe ces dernières années, cela constituerait une raison irréfutable. Mais c'est impossible à démontrer car ce n'est pas ce qui s'est produit. En fait, le taux d'expansion européen, quelle que soit la méthode adoptée pour le mesurer – au niveau de l'industrie, des exportations, du produit national brut – a augmenté plus rapidement dans les années 1950-1955 que dans les cinq années qui ont suivi. En effet, personne ne peut véritablement prétendre que jusqu'à présent, le Marché commun, qui n'en est qu'à ses débuts, ait eu le moindre effet. La vérité est que les raisons de l'expansion européenne sont différentes. Je ne vous ennuierai pas en vous les détaillant. Par contre, je peux vous garantir que ce n'est pas grâce au Marché commun que l'Europe a bénéficié de cette remarquable croissance récemment.

On nous dit que le Commonwealth est statique. Est-ce le cas? Voici quelques chiffres pour réfuter cet argument. Les importations australiennes (ce que l'Australie prenait du reste du monde) ont augmenté de 83 pour cent entre 1953 et 1960 – un taux de croissance plutôt satisfaisant; celles du Pakistan de 86 pour cent; celles de l'Inde de 57 pour cent; celles du Nigeria de 99 pour cent. Mais nous n'avons pas conservé notre part du gâteau dans les importations croissantes du Commonwealth. Alors qu'au cours de ces sept années, les importations australiennes ont atteint 83 pour cent, les exportations britanniques vers l'Australie ont augmenté de seulement 23 pour cent; vers l'Inde de seulement 32 pour cent; vers le Pakistan de seulement 22 pour cent. C'est ce qui s'est passé dans presque tous les pays du Commonwealth – ce n'est pas l'histoire d'une stagnation mais celle d'une expansion dans laquelle nos industriels n'ont pas réussi à obtenir leur part.

Une dernière chose. Si, en effet, le Marché commun devait permettre aujourd'hui de sauver l'économie britannique, ce serait le plus grand aveu de faillite industrielle de la politique économique des conservateurs et le jugement le plus retentissant de ces cinquante dernières années! Je ne peux m'empêcher de vous faire lecture d'autres déclarations intéressantes. M. Maudling, aujourd'hui Chancelier de l'Échiquier, disait ceci: «Nous devons reconnaître que la signature du traité de Rome reviendrait à la mise en place de tarifs douaniers extérieurs communs, ce qui signifierait la fin de l'entrée libre des produits du Commonwealth sur notre marché, et je ne peux concevoir qu'un gouvernement de ce pays, quel qu'il soit, s'engage dans une politique qui signifierait la fin de cette liberté d'accès. Ce serait une erreur de notre part et de celle du reste du monde libre que d'adopter une politique imposant de nouvelles taxes sur les denrées alimentaires et les matières premières, dont la plupart proviennent de pays sous-

développés qui, à présent, accèdent au grand marché sans verser de taxes.»

Les propos que tint M. Maudling le 12 février 1959 furent la déclaration la plus importante prononcée sur ce sujet aux élections législatives organisées cette année-là. Telle était la position des conservateurs à l'époque. Si aujourd'hui ils nous disent que «notre seul espoir est d'adhérer», quelle critique cela représente-t-il de ce qu'ils disaient et pensaient auparavant!

La vérité est que notre faute n'est pas à chercher au niveau de nos marchés ou des droits de douane qui nous sont imposés, mais bien en nous-mêmes; dans notre incapacité à investir suffisamment; dans le cycle quadriennal d'«arrêt, croissance, arrêt» auquel nous sommes tellement habitués; dans notre incapacité à investir suffisamment dans la recherche; dans notre incapacité à trouver une solution au problème de la formation, ou même de faire quoi que ce soit à ce sujet, ou de constituer les réserves nécessaires de main d'œuvre qualifiée; dans la perpétuation d'un système d'imposition dépassé et injuste; dans notre incapacité à élaborer une politique des revenus qui ne peut réussir que si elle repose sur la justice sociale et une distribution équitable des richesses. Je n'en dirai pas plus à ce sujet, car ces choses feront l'objet d'un débat demain et que vous entendrez, de la bouche de James Callaghan, une déclaration excellente sur ce qui doit à son avis être fait et sur ce dont le pays à besoin. Il a été un porte-parole remarquable à la Chambre des communes. Vous pourrez apprécier vous-même le mérite de son travail demain.

Fatigué des non-sens

Si je me suis exprimé avec fermeté sur ces arguments économiques, que l'on me permette de dire, en particulier à ceux qui sont favorables à notre entrée dans le Marché commun, que ce n'est pas – et je les prie de le croire – parce que je pars d'un a priori, c'est parce que je suis fatigué des non-sens et des inepties qui sont dites et écrites à ce sujet. Tout cela étant dit, je ne suis pas en train de prétendre que les effets économiques seraient définitivement plus mauvais pour nous, même si certains économistes conservateurs de renom à l'image par exemple de Sir Roy Harrod en sont convaincus. Je suis content de me positionner là où j'ai choisi de le faire et de dire que les arguments ne sont rien moins qu'également répartis. Et croyez-moi, il s'agit là de l'opinion partagée par une écrasante majorité de tous ceux qui se sont livrés à un examen sérieux et objectif de la question.

J'en viens aux aspects politiques. Personne parmi nous se songerait à nier l'espace d'un instant l'idéalisme implicite que l'on retrouve dans le désir des peuples européens d'Allemagne, de France, d'Italie et des pays du Benelux de s'associer afin d'en finir avec les vieilles rivalités qui ont si souvent ravagé leurs pays et de s'accorder les uns avec les autres. Reconnaissons en particulier le souhait ardent des partis sociaux-démocrates des Six en faveur de cette union. Rendons-leur hommage pour cela. En tant que socialistes, il ne nous appartient pas de chercher à empêcher l'association de pays qui souhaitent aller en ce sens.

Il nous faut le reconnaître: la Communauté économique européenne ne va pas disparaître. Nous n'émettons aucun jugement à ce sujet, ce n'est pas notre affaire. Il se pourrait bien que l'union politique fasse suite. Ce serait par conséquent pure folie que de nier la forte probabilité qu'au sein de l'Europe de l'Ouest apparaisse une nouvelle puissance, laquelle pourrait prendre la forme d'un seul État. Il serait tout aussi déraisonnable de mettre en doute l'impact que cette réalité aura sur les affaires mondiales.

Primordial

Il n'est pas non plus question pour moi de remettre en cause, ne serait-ce que l'espace d'un instant, la pertinence de l'argument fréquemment avancé, selon lequel, puisque cette entité est appelée à rester, nous aurions tout intérêt à la rejoindre dès maintenant pour l'influencer de la

meilleure façon.

Ces arguments sont puissants, et nous serions ridicules de les écarter. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'en ce qui me concerne, je suis disposé à considérer qu'ils l'emportent sur tous les autres. Ils doivent figurer parmi les pour et les contre, même si la comparaison n'est pas terminée.

Qu'il me soit permis de dire ceci: les unions politiques ne sont pas toujours intrinsèquement de bonnes choses. Elles doivent être certainement jugées à l'aune de leurs conséquences. Si, par exemple, l'on devait proposer aujourd'hui à la Grande-Bretagne de rejoindre un bloc de pays neutres, ce à quoi je serais fortement opposé comme vous le savez, tout comme bon nombre de ceux qui sont favorables à notre entrée dans le Marché commun, on tiendrait un autre discours. Si l'on proposait que notre pays fasse partie des États-Unis, peu de gens l'accepteraient ou y verraient nécessairement une contribution à la paix dans le monde.

Cela dépend des circonstances, bien sûr? Si par exemple on nous proposait aujourd'hui la possibilité formidable d'adhérer à une fédération mondiale sous l'autorité d'un gouvernement mondial – qui à terme serait le seul moyen d'empêcher les guerres – aucun de nous ne dirait non.

Cessons donc de parler de nationalisme borné. Il ne s'agit pas de n'importe quelle union, mais bien des effets de l'union en question. Présente-t-elle un caractère belliqueux? Nuit-elle aux autres? Est-elle fondée sur l'égoïsme? Est-elle repliée sur elle-même ou ouverte sur le reste du monde? Est-elle affamée de pouvoir ou rassasiée? Élève-t-elle de nouvelles barrières en même temps qu'elle en abolit? Toutes ces questions doivent être posées, pour être honnête, avant que nous ne décidions.

Un autre point doit être souligné. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur le fait que j'éprouve une profonde sympathie vis-à-vis des peuples français et allemand pour leur désir de faire table rase des conflits qui ont si souvent éclaté entre eux et qui sont en effet encore bien présents dans nos esprits. Mais parfois, je me demande si les grands problèmes mondiaux seront résolus dans l'union ou la désunion de l'Europe occidentale. Je dirais que deux problèmes l'emportent sur tous les autres: la paix et la pauvreté; les relations Est-Ouest qui nous minent et la division du monde entre les riches et les pauvres.

Preuves requises

Je sais que certains diront avec une grande sincérité: «Mais nous le savons et nous pensons qu'avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe, une grande contribution pourra être faite à la résolution de ces problèmes.» Peut-être, mais à eux d'en faire la preuve. Jusqu'à présent, il est difficile d'en être convaincu. Même si l'Europe peut s'enorgueillir d'une grande et glorieuse civilisation, même si elle peut compter au nombre de ses fils Goethe et Léonard de Vinci, Voltaire et Picasso, l'histoire européenne a connu des heures sombres – Hitler et Mussolini, et aujourd'hui, l'attitude de certains Européens sur la question du Congo, ou celle d'au moins un gouvernement européen envers les Nations unies. On ne peut pas dire ce que sera cette Europe: elle a ses deux faces et nous ne savons pas encore laquelle sera dominante.

Mais une autre question doit être posée; qu'implique exactement le concept d'union politique? Nous en entendons beaucoup parler; on nous dit que la Communauté économique n'est pas une simple union douanière, que tous ceux qui l'on conçue la voient comme une étape vers l'intégration politique. Il faudrait nous dire ce que cela signifie, car si c'est vrai, notre adhésion au Marché commun entraînera de sérieuses obligations politiques. Mais lorsqu'on pose cette question, il est difficile d'obtenir une réponse claire. Quand M. Macmillan parle d'appartenance à un ensemble politique plus grand, qu'entend-il par «appartenance»? Que sommes-nous supposés rejoindre?

Je ne vois que trois possibilités en dehors des obligations qui nous sont imposées spécifiquement par le traité de Rome. Cela peut vouloir dire que le gouvernement britannique n'aurait rien de plus à faire que de s'entretenir plus fréquemment avec le président français et le chancelier allemand, de les consulter plus souvent. Je n'ai aucune objection à ce type de discussions, mais je ne suis guère optimiste quant à ce qu'elles produiront. On voit mal en quoi ce type d'action permettrait, par exemple, de trouver une solution à l'attitude du président de Gaulle vis-à-vis de l'OTAN; il est difficile d'imaginer que cela puisse modifier les conceptions du Dr Adenauer sur la question de Berlin; ou encore que cela permette d'aboutir à une solution satisfaisante aux problèmes d'empêcher la course aux armements nucléaires. Si en effet, un grand État européen devait voir le jour, il ne sera pas spécialement facile dans cette atmosphère et cet état d'esprit de l'empêcher de constituer son propre stock d'armes nucléaires.

Mais quoi d'autre? Si ce ne sont pas seulement que des paroles, de quoi s'agit-il? La deuxième possibilité est que l'on en arrive au vote à la majorité sur des questions d'ordre politique, à l'instar du vote à la majorité pour les questions d'ordre économique. Le voulons-nous? Eh bien, vous direz peut-être, je suppose, que d'une manière ou d'une autre nous devrions être capables de battre aux voix ceux avec lesquels nous ne sommes pas d'accord. J'aimerais en être tout à fait certain avant de m'engager.

Il y a ensuite, bien sûr, l'idée et l'idéal d'une Europe fédérale. Bon, je sais que certains diront: «Pourquoi parler de fédération? Cela n'est pas pour tout de suite. On ne va pas nous l'imposer. Cela ne se produira peut-être pas.» Mais ce serait folie de notre part que de nier, de ne pas reconnaître et même de ne pas éprouver de sympathie pour le dessein de ceux qui ont construit la Communauté économique dans l'optique d'une fédération politique. C'est ce qu'ils disent, c'est qu'ils cherchent à obtenir lorsqu'ils reconnaissent ouvertement qu'en vertu de la présente constitution de la CEE, l'Assemblée n'a pas d'autre pouvoir que celui de renvoyer la Commission par une majorité des deux tiers, pouvoir qui est de très grande portée et d'importance primordiale, et qu'elle a peu de chances d'utiliser. Lorsque certains font remarquer que la Commission est un organe doté de pouvoirs, mais qui n'est responsable devant personne ni soumis au contrôle de qui que ce soit, quelle est la réponse? La réponse avancée est la suivante: «C'est pourquoi nous devons mettre sur pied une assemblée fédérale dotée de pouvoirs sur la Commission.» Tel est leur argument.

Que veut dire une fédération? Une fédération permet de transférer certains pouvoirs des gouvernements nationaux à des gouvernements et parlements fédéraux. Cela veut dire – je le répète – que si nous adhérions nous ne serions plus (pour ainsi dire) qu'un État des États-Unis d'Europe, à l'image de ce que sont le Texas ou la Californie. Ces exemples sont particulièrement favorables: peu d'États sont aussi prospères et ont un climat aussi clément! Mais je pourrais en donner d'autres, dont l'Australie, où nous avons l'Australie occidentale, par exemple, et la Nouvelle-Galles du Sud. Voici ce que nous deviendrions. Ce dont il est question, c'est de la fin de la Grande-Bretagne en tant que nation indépendante. Nous devons reconnaître que telle est la vérité, que ce soit ou non une bonne chose.

Tentative désespérée

Au congrès du Parti libéral, bien sûr, l'idée de notre entrée dans une fédération européenne fut accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par tous les délégués. Ils sont un peu jeunes, je pense. Je suis entièrement favorable à la jeunesse mais j'aime qu'elle fasse preuve de bon sens. Après la conférence, M. Bonham-Carter tenta désespérément de démontrer qu'ils n'étaient bien sûrs pas du partisans d'une fédération. Je préfère m'en tenir à ce que M. Grimond déclare. Je pense que son avis a plus de poids. Lorsque cette question lui fut posée, sa réponse ne fit aucun doute – c'était à la télévision (rires) – je vois ce que vous voulez dire!

«Oui, lui a-t-on demandé, mais à votre conférence, les délégués étaient aujourd'hui favorables à

ce que l'Europe soit un État fédéral. Alors, si nous devions choisir entre une Europe fédérale et le Commonwealth, il faudrait n'est-ce pas choisir l'un ou l'autre, il serait impossible d'avoir les deux?» Et M. Grimond a répondu par ces propos d'une clarté remarquable: «Il serait possible d'avoir un lien avec le Commonwealth, mais pas bien sûr un lien politique direct; on pourrait avoir des liens de types différents. Mais bien sûr, une Europe fédérale, je pense que c'est un point très important. La réalité, c'est que pour avoir une Europe démocratique, pour exercer un contrôle démocratique sur l'administration de l'Europe, il faut passer à une forme ou une autre de fédéralisme et quiconque dit le contraire induit en réalité le public en erreur.» Et tant pis pour M. Bonham-Carter!

La fin de l'indépendance

Nous devons être clairs à ce sujet: cela signifie, si telle est l'idée, que la Grande-Bretagne cessera d'être une nation européenne indépendante. Je le répète sans m'en excuser, cela signifie la fin d'un millier d'années d'histoire. Vous pourriez dire: «Qu'il finisse» mais, mon Dieu, il s'agit d'une décision qui réclame un peu d'attention et de réflexion. Et cela signifie vraiment la fin du Commonwealth. Comment peut-on sérieusement supposer que si la mère patrie, le centre du Commonwealth, est une province de l'Europe (ce qu'entraînerait une fédération), elle puisse continuer d'être la mère patrie d'une série de nations indépendantes? C'est une pure absurdité.

Je fais référence aux libéraux. Bien sûr, les conservateurs se sont livrés à leurs propos contradictoires habituels. Lorsqu'ils se rendent à Bruxelles, ils font montre d'un grand enthousiasme pour l'union politique. Quand ils prennent la parole à la Chambre des communes, ils se montrent très désireux d'affirmer qu'il n'existe aucun engagement que ce soit en faveur de la moindre union politique. Je suis rarement d'accord avec le Dr Adenauer, mais il me faut reconnaître que dans le cadre de ses récents échanges avec M. Macmillan, j'étais tout de son côté.

Mais permettez-moi d'en revenir à ce que devrait être le rôle de la Grande-Bretagne. Pour commencer, évitons de confondre la question de notre opinion concernant la décision des Européens d'Europe occidentale de s'unir et de former leur fédération avec la question de savoir si nous devons en faire partie. La première question est leur affaire et il se pourrait bien qu'elle soit la réponse à leurs problèmes. Elle n'est pas nécessairement la réponse aux nôtres. Parce que nous ne sommes pas juste une partie de l'Europe – du moins pas encore. Notre histoire est différente. Nous entretenons des relations et des liens avec des pays du monde entier, et pour moi du moins, le Commonwealth, dans sa forme moderne, qui doit sa création fondamentalement à des décisions historiques vitales de gouvernements travaillistes, est quelque chose que j'entends chérir.

Et c'est bien de cela dont il s'agit. Si nous pouvons nous associer avec l'Europe, avec les autres États de l'Europe de l'Ouest, dans le cadre d'une grande communauté nous permettant de conserver pleinement nos liens avec le Commonwealth, et si en agissant de la sorte nous pouvons exercer sur le développement de l'Europe l'influence qu'on nous a si vivement conseillé d'exercer et que je considère comme hautement souhaitable, ce serait un noble idéal, car cela reviendrait à jeter un pont entre le Commonwealth et l'Europe. Toutefois, un tel objectif est impossible à atteindre si dès le début nous trahissons le Commonwealth.

J'en arrive donc ainsi aux conditions, car tout ce que j'ai dit jusqu'à présent a servi à justifier – et je crois y avoir réussi amplement – la position que nous avons adoptée dès le début, à savoir qu'il ne s'agit pas d'une question facile à trancher, d'une question simple, d'une question soit d'adhérer soit de rester en dehors quelles que soient les termes. Les arguments au contraire, lorsqu'on y réfléchit de plus près, tout massifs et difficiles qu'ils soient, s'équilibrent: et la valeur de l'adhésion dépendra des conditions dont elle est assortie.

L’année dernière, à l’occasion du congrès travailliste nous avons émis cinq conditions, que nous avons réitérées devant la Chambre des communes. Elles ont été formulées de différentes manières. Elles ont été exprimées, je crois, le plus clairement possible dans le document que vous avez en face de vous. Nous disons: «Si ces conditions sont remplies, si nos exigences sont respectées, alors oui, nous adhérons. Si par contre celles-ci sont rejetées, c’est non, et nous refusons d'adhérer.» Toutes ces demandes sont importantes au regard de l’analyse que je vous ai présentée.

Permettez-moi de m’y attarder un instant. Prenons la condition selon laquelle les intérêts légitimes des pays de l'AELE – le reste de l’Europe de l’Ouest – doivent être sauvegardés. Pour être précis, cela veut dire que ceux qui souhaitent adhérer en qualité de membres à part entière, et que ceux qui souhaitent, pour une raison ou une autre, ne devenir que membres associés, doivent pouvoir le faire. Nous attachons une grande importance à cet aspect, d’autant plus que les pays scandinaves entretiennent une relation particulière avec notre pays, et plus encore avec notre parti car c’est en Scandinavie que la social-démocratie s’est développée comme nulle part ailleurs dans le monde.

À nos yeux, il importe que ces pays amis rejoignent la Communauté avec nous. Je ne dis pas qu’ils voteront systématiquement avec nous, mais il est très probable qu’il en aille ainsi, et cela pourrait se révéler très important.

Pas sans importance

Leurs marchés ne sont pas non plus sans importance pour nous. Je cite à nouveau les chiffres de nos exportations parce que vous pourriez supposer, à la lecture des journaux, que cela ne compte pas: 16, 7 pour cent d’entre elles se font à destination du Marché commun et 13 pour cent vers les pays de l’AELE. Si les pays scandinaves restent en dehors de la CEE, nous perdons cet avantage. Et nous aurons, je suppose, à supporter les tarifs douaniers qui frapperont nos marchandises dans ces pays.

Se pose ensuite le problème des pays neutres qui sont membres de l’AELE: la Suède, la Suisse et l’Autriche. Il y a ceux qui disent: «Nous ne voulons pas de vous parce que vous êtes neutres». Ils ne demandent pas à être membres à part entière du Marché commun; cela serait difficile pour eux. Ils veulent bénéficier du statut de membres associés, ou, si vous préférez, de membres commerciaux. Mais lorsque d’autres affirment: «Nous ne les accueillerons pas parce qu’ils sont neutres. Nous devons les traiter comme les autres pays tiers», je dis que cela reviendrait à faire du traité de Rome une alliance militaire. C’est justement ce qu’il faut éviter car il y a d’autres façons d’assurer notre défense.

On entend même les arguments suivants: «Nous pourrions peut-être accepter l’entrée de l’Autriche parce qu’elle ne peut faire autrement que d’être neutre; la Suisse, elle aussi, pourrait adhérer à la CEE parce qu’après tout elle dispose d’une longue tradition de neutralité; mais pour ce qui est de la Suède – nous désapprouvons sa neutralité car rien ne justifie sa position et il est par conséquent hors de question qu’elle rejoigne le Marché commun». Cet argument est très dangereux. Il est risqué de traiter ainsi ceux qui ont adopté une politique de neutralité, laquelle est peut-être bien meilleure pour nous tous que s’ils étaient membres de l’OTAN.

On ne m’accusera pas de faire preuve de faiblesse dans mon soutien à l’OTAN, mais je n’ai jamais dit pour autant que tout le monde devait en faire partie.

Sans nos amis

Il y a un autre argument que nous devons garder à l’esprit. Si la Suède n’adhère pas à la CEE, quelle sera la position de la Norvège et du Danemark? Ces pays élèveront-ils des barrières

douanières contre un autre État scandinave? Je doute vraiment qu'ils soient disposés à agir de la sorte. Ils pourraient par conséquent rester en dehors du Marché commun, que nous rejoindrions sans nos amis. Nous insistons donc pour que le gouvernement s'en tienne aux promesses qu'il a faites à nos amis de l'AELE.

J'en viens à la deuxième condition: que nous soyons libres de planifier notre économie. Je ne vais pas m'éterniser sur le sujet. Pour être franc, de nombreux arguments sans grande crédibilité sont avancés à ce sujet. Les entreprises publiques sont bien plus répandues en Italie et en France qu'elles ne le sont en Grande-Bretagne, et la planification de l'économie y occupe une bien plus grande place, du moins en France. Et il est vrai, je pense – je connais les socialistes concernés – qu'ils sont impatients de développer la planification économique en Europe. L'uniformisation des salaires à été décrétée et entre en vigueur, tout comme les congés payés de trois semaines par an. Nous n'avons aucune raison de nous opposer à ces choses, de les rejeter ou de supposer qu'elles ne sont pas valables sous prétexte que nous avons des raisons légitimes d'être inquiets dans d'autres domaines.

Nous avons les mêmes dispositions et elles se rapportent en toute franchise à l'emploi. Nous voulons être bien certains que nous sommes libres d'aborder le problème du chômage chez nous de la façon qui nous semble la plus adéquate. Un ami me disait l'autre jour que le public se préoccupe bien plus de savoir quel sera son sort dans le cadre du Marché commun que de ce qui arrivera au Commonwealth. Cela se comprend, mais il y a en Grande-Bretagne des régions qui affichent déjà un taux de chômage de 5 pour cent, voire plus. Nous devons aussi être sûrs que le gouvernement aura le pouvoir de s'attaquer à ce problème si nous rejoignons le Marché commun.

Nous ne pouvons pas non plus faire abstraction de la possibilité qu'au regard de l'abandon des restrictions sur la circulation des capitaux, nous pourrions être confrontés à une dangereuse situation tout en étant privé de la capacité à y faire face. En fait, certaines des mesures prises par Selwyn Lloyd en 1961, n'auraient pu être adoptées sans l'aval de la Commission et du Conseil des ministres. Je n'insiste pas trop sur l'affaire, mais je dis que nous devons être au courant. La TUC (Confédération des syndicats) avait entièrement raison d'insister auprès du gouvernement pour qu'il reconnaisse tout particulièrement, et même par-dessus tout, l'importance du plein emploi. En ce qui me concerne, j'aimerais qu'il soit clairement entendu que le gouvernement britannique est obligé de lui donner la priorité et qu'il ne peut être privé du pouvoir d'utiliser les méthodes qu'il juge appropriées pour garantir la sécurité de notre peuple.

Vient en troisième lieu la question de l'agriculture. Nous avions un système de production planifiée s'appuyant sur des prix garantis et des aides à la production, système qui a été modifié sous les conservateurs, mais qui continue de garantir une sécurité importante aux agriculteurs britanniques en ce qui concerne les principales denrées. Ce système – faites-moi confiance – cessera d'exister si nous entrons dans le Marché commun. Le gouvernement britannique ne sera plus en mesure de décider, et c'est là le point essentiel. Tout se passera peut-être bien, mais je ne m'étonne pas que les agriculteurs s'inquiètent, étant donné que certainement, un nombre moins grand de denrées bénéficieront de prix garantis que sous le système actuel et que des décisions à la majorité susceptibles d'avoir de graves conséquences au moins pour une partie des agriculteurs pourront être prises.

Politique étrangère

Quatrièmement, il y a la politique étrangère, c'est-à-dire le droit de maintenir, comme c'est le cas actuellement, notre propre diplomatie. J'ai déjà abordé ce sujet et je dirai simplement ce qui à mon avis doit être dit et précisé clairement. Et c'est ceci. Nous devons déclarer, si nous entrons dans le Marché commun, que notre adhésion n'entraîne aucun engagement qui puisse supposer un changement des institutions politiques quel qu'il soit. Le droit de veto en la matière est

impératif et doit être préservé. Nous devons décider librement si oui ou non nous acceptons le moindre nouveau changement politique. Et je pense que nous devrions en dire un peu plus, en toute honnêteté, que ce que le gouvernement est disposé à déclarer. Je ne crois pas qu'actuellement, à ce stade, le peuple britannique soit prêt à accepter un système supranational et des décisions prises qui lui sont défavorables, que ce soit au sein d'un Conseil des ministres ou d'un Parlement fédéral, sur des questions vitales de politique étrangère.

Ensuite il y a la question du Commonwealth. Je n'aurais pas cru nécessaire d'en dire beaucoup à ce sujet, mais j'ai été surpris par certaines remarques qui ont été formulées récemment. Je me souviens de la retransmission du discours du Premier ministre et de cette curieuse nostalgie, qui nous ramène à l'époque où nous étions juste un petit groupe de pays à prédominance blanche à la Conférence des Premiers ministres, et la façon par laquelle elle a évolué pour devenir, bien sûr, un groupe bien plus important et majoritairement représenté par des chefs de gouvernement de couleur. C'était notre fierté il y a quelques années de dire que les choses avaient évolué de cette façon. À mon avis, nous ne devons pas revenir en arrière.

Je suis bien la dernière personne à vouloir réduire ce que l'on appelle l'ancien Commonwealth. Lorsque certains me disent «Que nous ont apporté la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou le Canada?», je leur rappelle que ces pays sont venus immédiatement à notre secours au cours des deux guerres mondiales. Nous n'avons, quant à nous, aucune intention d'oublier les batailles de Vimy Ridge et de Gallipoli, ni l'aide qu'ils nous ont apportée après la dernière guerre. Harold Wilson se souviendra des prêts que le Canada nous a accordés et de la volonté de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie d'accepter des prix très bas pour les denrées alimentaires pour nous aider d'année en année.

S'en débarrasser

Puis, il y a le nouveau Commonwealth. Comment peut-on concevoir de déjà s'en débarrasser alors qu'il vient à peine d'être fondé? Il représente quelque chose non seulement pour nous mais aussi pour le reste du monde. Quelle serait notre influence dans le monde sans le Commonwealth? Elle serait bien moindre. Et je suis intimement convaincu que l'existence de cette remarquable association multiraciale, constituée de nations indépendantes, s'étendant sur cinq continents, regroupant toutes les races, représente quelque chose qui pourrait être d'une immense valeur pour le monde. Ces relations spéciales que nous entretenons avec l'Inde et le Pakistan, avec les pays d'Afrique, ainsi qu'avec le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont importantes, car je pense qu'ensemble nous pouvons apporter une contribution importante à la fin de la guerre froide. Que personne ne sous-estime cette possibilité.

Telles sont donc nos conditions. L'année dernière, nous espérions qu'elles pourraient être remplies. Je dois dire que le livre blanc publié en août nous a tous profondément déçus. Je sais qu'il ne s'agit pas du document final, et que de nombreux points doivent être éclaircis. Mais beaucoup de choses sont déjà claires, et ce qui s'est passé, en bref, c'est ceci: le gouvernement a déjà gaspillé nos cartes maîtresses. Il a dit: «Oui, nous remplacerons l'ensemble du système de préférences au profit d'un système de préférences réservé à l'Europe».

Il a accepté, du moins d'après ce qu'on peut en juger, la politique agricole adoptée par les Six consistant à imposer des droits de douane sur les denrées alimentaires provenant de pays tiers, qui figure parmi les pires mesures protectionnistes jamais inventées. Il a consenti à un système qui consiste en réalité à fixer d'abord les prix, puis à obtenir une certaine production de l'Europe elle-même, et, à moins qu'il n'y ait un écart entre la demande à satisfaire et l'offre européenne, à ne rien laisser entrer. Quelles sont les chances des producteurs du Commonwealth face à un tel système? Est-il surprenant que Walter Nash m'ait dit: «Avec ce système, nous pourrions perdre l'ensemble de notre marché du beurre en Grande-Bretagne»? C'est vrai.

Que recevons-nous en contrepartie? La promesse que la Nouvelle-Zélande fera l'objet d'un traitement particulier. Il se pourrait que ce soit le cas, j'espère vraiment que les Six feront des concessions à ce sujet. Mais je ne crois pas, et j'espère que le gouvernement britannique ne le croit pas non plus – qu'il suffira d'attribuer à la Nouvelle-Zélande une indemnité équivalente à une période de sept ans pour s'en débarrasser ensuite comme d'une vieille paire de gants. Il en va de même pour l'Australie et le Canada et encore une fois pour la Nouvelle-Zélande: en guise de compensation pour la perte du marché britannique, ces pays se voient promettre des accords mondiaux sur des denrées. Bien entendu, nous en avons besoin. Bien sûr, nous avons besoin d'un système qui assure partout la sécurité des producteurs agricoles, qui protège les consommateurs, qui garantisse que les excédents, s'il devait y en avoir comme c'est le cas aujourd'hui, soient mis à la disposition de ceux qui ont faim dans les pays les plus pauvres. Tout cela est juste, mais qui peut nous garantir que ces accords seront jamais appliqués et ce que sera leur contenu?

L'Inde et le Pakistan se heurtent à de graves problèmes dans leurs efforts de développement économique. Le Premier ministre a dit que de très bonnes conditions leur étaient accordées. Que sont-elles? Je vais vous le dire. Ces pays ont perdu la préférence dont ils jouissaient sur le marché britannique. Cet avantage est remplacé par une préférence européenne qui prendra graduellement ses effets d'ici 1970; c'est tout. Bien sûr, ils jouissent de la libre entrée pour le thé; mais les taxes en Europe sont comprises entre 80 et 90 pour cent, et les droits d'entrée sont de 18 pour cent. Il est vrai que nous ne sommes pas forcés – et c'est très gentil à eux – d'imposer des droits d'entrée sur le thé sur notre territoire. Nous sommes autorisés à boire notre boisson nationale comme nous l'entendons. C'est très généreux! Mais à l'exception de cela, que reçoivent-ils? La promesse d'un accord commercial pour 1966. Êtes-vous surpris qu'ils soient venus nous voir pour nous dire: «Si rien de mieux n'est entrepris, nos perspectives de développement s'en trouveront atteintes»?

Le commerce plutôt que l'aide

C'est ici, voyez-vous, que réside la différence. En Grande-Bretagne, nous avons obtenu d'assez bons résultats en aidant ces pays dans leur développement, en reconnaissant, comme tous les pays occidentaux devraient le faire, que pour permettre à ces vastes régions sous-développées de croître et de prospérer, il nous faut commercer avec elles. Ce que veulent ces pays, ce n'est pas notre aide, mais bien de pouvoir commercer avec nous. Ils ne veulent pas rester indéfiniment des producteurs de matières premières et de denrées alimentaires, soumis constamment à des prix défavorables. Non, ce qu'ils veulent, c'est pouvoir produire eux-mêmes leurs biens manufacturés. Tout difficile que cela soit pour nous, nous devons tous avoir le courage d'y faire face.

La Grande-Bretagne s'est distinguée en ce qui concerne la question épineuse du textile. Les importations sont actuellement relativement importantes par rapport à notre production intérieure. Sur les Six, seul un pays, la Hollande, peut se targuer d'une production de même la moitié de la nôtre. Pour les autres pays du Marché commun, les chiffres sont négligeables. Pourquoi cela? La réponse est à trouver dans les quotas, les restrictions et les tarifs douaniers. En 1950-1951, l'Inde exportait pour 114 millions de dollars, soit à elle seule l'équivalent de la production des Six. Dix ans plus tard, malgré la grande expansion du Marché commun, ses exportations étaient en fait descendues à 108 millions. Ce n'était pas sa faute, c'était l'impossibilité de traverser les barrières commerciales qui avaient été érigées. Est-il dès lors surprenant que l'Inde dise: «Nous perdons la seule aide que vous nous avez donnée et en échange nous ne recevons que des promesses qui pourraient bien être creuses»?

Condescendance

Viennent ensuite les territoires d'outre-mer associés proposés, les pays de l'Afrique et des Caraïbes. Le Premier ministre déclare qu'ils bénéficient d'excellentes conditions. Quelle

condescendance! D'excellentes conditions si seulement ils voulaient bien les accepter! Pourquoi ne les acceptent-ils pas? Pourquoi les ont-ils presque tous rejetées? Parce qu'ils considèrent que ces conditions impliquent un engagement politique envers l'Europe de l'Ouest dont ils ne veulent pas. Si vous leur demandez pourquoi ils n'en veulent pas, ils vous répondront que c'est à cause de l'histoire des rapports que la France entretint avec ses colonies, sans oublier la nature de leurs relations actuelles. C'est la raison pour laquelle ce statut spécial de territoire d'outre-mer associé a été proposé. Je ne peux concevoir que l'on pénalise des pays tels que le Nigeria et le Tanganyika, comme ce sera le cas avec le présent arrangement, pour la seule raison qu'ils préfèrent ne rien entreprendre qui puisse impliquer le renoncement à leur neutralité politique.

Qui sait ce qui se passera une fois cet accord entré en vigueur? Les gens qui prétendent que le Commonwealth survivra feraient mieux de s'en souvenir. Si cette proposition est adoptée, nous accorderons la préférence au cacao et à l'huile de palme en provenance du Sénégal tout en pénalisant les mêmes produits importés du Nigeria sur le marché britannique. Comment le Commonwealth peut-il subsister avec un tel traitement?

Tenant compte de tout cela, il n'est pas surprenant que les leaders travaillistes du Commonwealth se soient sentis obligés de diffuser la déclaration que nous avons rendue publique. Pas plus que l'on ne s'étonnera, au vu de tout ce qui vient d'être dit, que les Premiers ministres eux-mêmes aient fait savoir en termes on ne peut plus clairs au gouvernement britannique leur totale insatisfaction par rapport aux présents arrangements.

Toutefois, ce qui rend la chose encore plus surprenante et odieuse, c'est le contraste avec les promesses solennelles données par le gouvernement conservateur. Il y a un an, dans cette même salle, le ministre chargé des relations avec le Commonwealth disait ceci:

> «Nous avons promis à nos partenaires du Commonwealth que nous ne rejoindrions la Communauté européenne que si nous pouvions prendre des dispositions pour sauvegarder leurs intérêts commerciaux vitaux. Nous avons fait cette promesse, et nous nous y tenons. Elle reste en l'état».

C'est ce qu'il a dit il y a un an. Le réaffirmera-t-il à Llandudno?

Lorsque la conférence des Premiers ministres du Commonwealth débuta, on aurait pu supposer que le gouvernement dise: «Voici ce que nous sommes parvenus à obtenir jusqu'à présent. Les résultats ne sont pas très encourageants et nous aimerions juste avoir votre avis à ce sujet. Nous prendrons vos opinions en considération et nous essayerons d'obtenir de meilleures conditions.» Cela aurait été compréhensible. Après tout, le gouvernement n'est pas entièrement responsable du fait que les Six ont été si exigeants. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé.

Au contraire, voici ce qui s'est passé: après une promesse dans laquelle le gouvernement s'engageait à ne prendre de décision qu'après la conférence, celui-ci a prononcé un flot constant de remarques: «Nous allons adhérer de toute manière? Vous feriez mieux d'accepter, parce que nous ne changerons pas d'avis». Jour après jour, les conservateurs ont déversé ces déclarations. Les ont-ils inventées? Bien sûr que non. Elles viennent du gouvernement, et plus précisément de M. Sandys dans une tentative désespérée pour forcer le Commonwealth à accepter ce qui avait été fait.

Ce qu'il y a de plus triste dans tout cela, à mes yeux, ce sont les dommages déjà infligés par la manière dont a été traitée la conférence du Commonwealth. Je n'aurais jamais pu imaginer il y a un an ou deux qu'une telle conférence puisse avoir lieu, avec une telle amertume et une telle hostilité. Je sais parfaitement que nombre de Premiers ministres ont tenu des propos conciliants. Il fallait bien qu'ils le fassent, et je les en remercie. Quoi qu'il en soit, ne vous faites aucune illusion; si vous lisez des journaux australiens et néo-zélandais, voici ce qu'ils disent: «La

Grande-Bretagne adhérera au Marché commun, et nous devrons nous débrouiller. Nous devons établir de nouveaux liens, de nouveaux échanges et de nouvelles alliances avec le Japon et les États-Unis». Telle est la teneur des propos que l'on peut y lire.

Précisions demandées

Que faudrait-il faire à présent? Voici ce que nous disons: «Faites de ces vagues promesses des Six des accords précis». C'est ce que le gouvernement devrait faire, renégocier et essayer de tenir ses engagements. Et cela doit être fait, ces promesses doivent être remplies, concrétisées – le traitement spécial réservé à la Nouvelle-Zélande, les accords mondiaux sur les produits de base, les accords commerciaux avec l'Inde, le Pakistan et Ceylan et les nouvelles dispositions concernant les pays du Commonwealth qui, pour des raisons politiques, refusent de devenir des territoires d'outre-mer associés –, ces questions doivent être réglées avant que nous n'adhérions au Marché commun et que nous ne commencions à démanteler le système de préférences; dès que nous aurons fait cela, dès que nous aurons emprunté cette voie, nous nous retrouverons engagés dans un processus irréversible; pas à pas, année après année, les préférences disparaîtront pour laisser la place aux contre-préférences. Que restera-t-il de notre pouvoir de négociations, si nous sommes déjà obligés d'accepter de toute façon ces dispositions?

L'autre raison pour laquelle nous devons clarifier ces accords avant notre adhésion à la CEE, c'est qu'une fois entrés, nous serons soumis aux décisions prises à la majorité. Ne sous-estimons pas la puissance des intérêts catégoriels de la Communauté. L'Europe présente des aspects positifs certes, mais il y a aussi un lobby protectionniste très puissant, et la plupart des gouvernements des Six en dépendent.

De plus, pourquoi ces concessions ne devraient-elles pas être obtenues?

On nous dit que rien ne peut faire l'objet de renégociations. Et cela concerne un accord – non, en fait pas un accord mais plutôt quelque chose qui a été décrit comme un projet provisoire d'accord qui n'est même pas encore finalisé. Telle est la promesse qu'ils firent devant la Chambre des communes. Quel est l'intérêt d'un accord soumis à conditions si ce n'est de pouvoir y apporter des modifications?

On nous dit que cela prendrait trop de temps. Est-ce vraiment trop demander au gouvernement, et à ses amis en Europe, de prendre le temps de respecter les engagements qui ont été donnés aux pays du Commonwealth? N'a-t-il pas comme nous intérêt à garder le Commonwealth derrière lui, même si cela veut dire que le calendrier du gouvernement ne pourra être respecté?

Des conditions impossibles?

On nous dit que des cinq conditions que nous proposons, aucune ne peut être satisfaite. Pourquoi? Qui a dit cela il y a un an? Est-il impossible d'exiger que nous conservions une politique étrangère indépendante, comme c'est le cas actuellement? Est-il déraisonnable de le demander? Et si les Six viennent à rejeter nos demandes, quelle conclusion devrons-nous en tirer? Est-il déraisonnable de prétendre que le gouvernement doit garder en réserve le pouvoir de garantir le plein-emploi dans notre pays?

Nos trois autres conditions sont toutes des engagements pris par le gouvernement! La promesse de protéger le Commonwealth et l'agriculture britannique et de rester fidèle à nos partenaires de l'AELE. Est-il vraiment impossible d'y satisfaire?

Vient ensuite l'argument qui consiste à dire: «Et si les Six refusaient?» Cette question suppose, bien sûr, que la décision d'adhérer a été prise, quel qu'en soit les conditions. Nous ne sommes cependant pas obligés de rejoindre le Marché commun. Je l'ai déjà fait comprendre clairement,

pleinement. En fait, si tel devait être le cas, pourquoi poser des conditions? Si vous disiez seulement: «Adhérez aux meilleures conditions», quelle est la valeur des engagements du gouvernement? Le gouvernement a fait ses promesses et nous les nôtres. Mais une différence nous distingue: nous entendons bien respecter nos engagements.

Permettez-moi de vous demander votre indulgence – je sais que mon exposé est très long, mais j'ai presque terminé, et il s'agit d'une question cruciale.

L'alternative, quelle est-elle? Elle n'est en rien catastrophique. Si nous nous voyons obligés de dire: «Eh bien, nous ne pouvons accepter ces conditions» pour suspendre les négociations pour le moment, nous n'aurons pas à faire face à une catastrophe économique. Beaucoup de choses pourraient néanmoins être entreprises – une conférence avec les pays de l'AELE et du Commonwealth afin de développer nos relations commerciales (ce qui serait en effet nécessaire après les chocs de l'année dernière) suivie, comme je le souhaiterais, d'une conférence mondiale plus générale dans le but d'abaisser partout les tarifs douaniers – parce que cela est en fait la seule solution.

À ceux qui semblent penser que cette solution implique des relations plus exclusives avec le Commonwealth, je dirai qu'il n'en n'est rien. Aucun de nous n'a envisagé les choses sous cet angle. Nous voyons les choses non seulement du point de vue du Commonwealth mais aussi du monde entier. Cette position, cette rupture qui pourrait survenir dans les négociations n'est pas non plus nécessairement définitive. Le fait est qu'aujourd'hui notre position de négociation est la pire qui puisse être. D'un côté, le gouvernement s'est lancé dans ces négociations, en faisant savoir de manière très claire que quoi qu'il ait pu dire, il est déterminé à mener le processus d'adhésion à son terme, et ce quelles que soient les conditions. Si tel est le cas, pourquoi les Six devraient-ils nous accorder la moindre concession?

Le gouvernement ne se trouve pas non plus en position de force pour négocier, parce que, comme chacun sait, je pense, ni le président de Gaulle ni le chancelier Adenauer ne font preuve d'un grand enthousiasme à l'idée que nous rejoignions la CEE. Il se pourrait que des changements finissent par se produire là aussi!

On nous dit aussi que nous allons manquer le coche politique. C'est un argument sérieux, mais par un étrange paradoxe, je ne pense pas que l'on ait beaucoup de chances d'assister à des changements politiques majeurs tant que le président de Gaulle sera aux affaires en France. Il a fait connaître clairement sa position à plusieurs reprises, et je ne crois pas qu'il soit sur le point d'en changer. Il ne concédera rien, pas même un pouce, de l'indépendance française. Il fera siennes les règles relatives au vote à l'unanimité: il acceptera les dispositions auxquelles personne n'est obligé de s'engager à moins que tout le monde soit d'accord, mais c'est tout, je ne pense pas que nous ayons à redouter d'autres changements immédiats.

Je pense donc que tous ces arguments peuvent être exclus. Par conséquent, pourquoi le gouvernement est-il donc si pressé? Je crois connaître la réponse. Le gouvernement s'était fixé un calendrier et il voulait faire accepter la chose, pour signer le traité de Rome, pour faire adopter la législation par le Parlement et pour que tout soit fini avant que les Britanniques n'aient la possibilité de s'exprimer sur le sujet.

Je réitère ma demande: si lorsque les conditions définitives seront connues, notre parti – la principale force d'opposition, l'autre gouvernement du pays – en arrive à la conclusion qu'elles ne présentent pas toutes les garanties voulues, et si nous sommes convaincus que nous ne devons pas adhérer au Marché commun sur la base de ces conditions, ce qui ferait apparaître un désaccord manifeste entre les deux principaux mouvements politiques du pays, dès lors la seule option valable serait de laisser au peuple la liberté de se prononcer sur la question.

Les précédents

Il existe un excellent précédent. En 1923, Stanley Baldwin, à la tête du gouvernement depuis un an, décida d'introduire une réforme des tarifs douaniers. Les changements proposés n'étaient pas comparables à ceux dont il est question aujourd'hui, mais ils n'en étaient pas moins importants. Il insista, malgré l'avis contraire de sa majorité parlementaire et malgré le fait qu'il n'était aux affaires que depuis un an, pour poser la question au pays et il en paya le prix. C'est ainsi que le premier gouvernement travailliste vit le jour. J'aimerais bien, qu'aujourd'hui, on trouve parmi les dirigeants conservateurs le genre d'approche honorable qui existait à l'époque.

Bien sûr, M. Macmillan a fait une promesse dans son allocution. Il a déclaré: «Lorsque nous aurons pris connaissance de la position finale, ce sera ensuite à nous ici en Grande-Bretagne de décider quoi faire». Nous ici en Grande-Bretagne? Qu'entend-il par là? S'agit-il du gouvernement? Ou du parti conservateur? Ou du peuple britannique?

On nous dit à présent que le peuple britannique est incapable de se prononcer sur la question, que le gouvernement est le meilleur juge; seuls les gens importants sont capables de s'y retrouver; c'est trop difficile pour les autres. C'est l'argument classique de tous les régimes tyranniques de l'histoire. Tout débute par une argumentation sophistiquée et intellectuelle, mais ensuite on glisse vers la dictature. «Nous sommes meilleurs juges» devient «Je suis meilleur juge». Nous n'avons pas remporté les batailles politiques des XIX^{e} et XX^{e} siècles pour que cette aberration réactionnaire nous menace à nouveau.

Bien sûr, à présent, ils développent leur argumentation. «Nous devons adhérer, disent-ils, non pas parce que le pouvoir de la logique, les faits et la conclusion nous suggèrent que ce serait à notre avantage; nous devons adhérez parce que les gens qui y entendent quelque chose, ceux qui sont au sommet, tous le veulent». Ils se contredisent. Si leurs esprits sont si arides qu'ils ne peuvent envisager d'autres arguments, ils sont alors bien au plus bas de la classe intellectuelle. Quelle hypocrisie, quelle morgue, quelle arrogance dans cette attitude! Et à quel point c'est typique de la propagande conservatrice à laquelle nous pouvons nous attendre sur ce sujet – un appel au snobisme: «Les gens haut placés sont meilleurs juges; vous feriez mieux de les suivre!» Cela va de pair avec l'argumentation qui nous présente la chose comme étant inévitable. «Vous ne pouvez y échapper: vous devez y participer. Vous devez être membre, peu importe de quoi». Quel niveau médiocre d'argumentation nous avons atteint!

On nous dit, bien entendu, que les jeunes y sont favorables. Ils sont idéalistes; ils aspirent au changement; nous le savons. Nous en sommes heureux, et je n'ai aucun désir de les dénigrer. Toutefois, si aujourd'hui j'étais un peu plus jeune, et si j'étais à la recherche d'un idéal auquel me consacrer, je ne pense pas que je serais si sûr de le trouver dans le mouvement pour une plus grande unité en Europe. Je pense que je trouverais cet idéal dans le monde dans son ensemble. Je serais plutôt tenté de m'investir dans la campagne de lutte contre la faim; je serais plus enclin à travailler à la prévention des conflits, je serais plutôt tenté de m'engager à faire quelque chose qui puisse résoudre les problèmes du monde. Et si nous sommes à la recherche d'exemples, nous les trouverons, en fait, aux États-Unis d'Amérique.

Un noble concept

Il se passe parfois des choses affreuses dans ce pays. Mais nous ne pouvons que rendre hommage à ces 10 000 jeunes Américains, qui aujourd'hui travaillent et vivent dans les pays sous-développés dans les mêmes conditions que leurs habitants et qui, ayant appris la langue locale au bout de six mois de formation intensive, y enseignent et y pratiquent l'agriculture. C'est le *Peace Corps* et c'est un noble concept.

Vous serez peut-être tenté de me dire: «En Europe aussi, cela est possible». Oui, mais cela sera

seulement possible à nos conditions; seulement si l'Europe devient une plus grande Europe; seulement si elle se tourne vers le monde extérieur; seulement si elle se consacre à la lutte contre la pauvreté dans le monde; seulement si elle met à bas les anciens colonialismes; seulement si elle se débarrasse, en le prouvant, des nationalismes étroits qui pourraient sinon se développer.

Il y a cette possibilité. Mais l'Europe et le mouvement européen ont une autre face – une tendance anti-américaine, antirusse, pro-coloniale; c'est l'histoire du Congo et de l'Algérie, de l'intransigeance sur la question de Berlin. Nous ne savons pas laquelle des deux l'emportera, mais nos conditions sont, je crois, l'épreuve de vérité.

La porte ouverte

Nous ne fermons pas la porte. Nos conditions peuvent toujours être satisfaites, elles ne sont ni impossibles, ni déraisonnables. J'espère de tout cœur qu'elles pourront être remplies. Le moment n'est pas non plus encore venu de prendre une décision finale. Ce que nous voulons juger aujourd'hui, c'est ce dont nous avons pris connaissance jusqu'à présent. Ce jugement sur ce que nous savons aujourd'hui peut se révéler défavorable. Nous devons rejeter les termes qui ont été négociés jusqu'à maintenant, parce qu'ils ne satisfont ni à nos propres conditions ni aux engagements du gouvernement. Toutefois, aucune décision finale ne sera prise tant que nous ne connaîtrons pas les termes définitifs de l'accord, et lorsque ce moment viendra nous pourrons en juger à la lumière des conditions que nous avons posées.

Je continue à espérer de tout mon cœur qu'un tel changement de mentalité se produira en Europe de façon à ce que cela soit possible. J'en appelle à nos camarades socialistes pour qu'ils usent de toute l'influence – malheureusement trop faible – dont ils disposent dans le cadre des négociations de Bruxelles pour que cela arrive.

Si, en fin de compte, nous avions l'adhésion du Commonwealth, protégé, florissant et prospère; si nous pouvions protéger notre agriculture et que tous nos partenaires de l'AELE puissent adhérer; si nous étions tranquilles quant à notre politique de l'emploi; et si nous pouvions préserver l'indépendance de notre politique étrangère, et en même temps avoir cette association plus large et moins structurée avec l'Europe, ce serait en effet un noble idéal. Mais si cela devait ne pas s'avérer être possible; si les Six ne nous accordent pas ce que nous demandons; si le gouvernement britannique se refuse même à soumettre nos demandes, nous resterons alors fidèle à nos convictions, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne, du Commonwealth et du monde, et nous n'hésiterons pas à remplir notre devoir quand le moment sera venu.